

**Assemblée générale**

Soixantième session

Documents officiels

Distr. générale
8 décembre 2005
Français
Original: anglais

Troisième Commission**Compte rendu analytique de la 45^e séance**

Tenue au Siège, à New York, le lundi 21 novembre 2005, à 10 heures

Président : M. Butagira. (Ouganda)
puis : M^{me} Tomič (Vice-Présidente) (Slovénie)
puis : M. Butagira (Ouganda)

SommairePoint 67 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (*suite*)Point 68 de l'ordre du jour : Questions autochtones (*suite*)Point 70 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (*suite*)Point 71 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (*suite*)

- b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (*suite*)
- c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (*suite*)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication du document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels (bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza) et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

05-61195 (F)



La réunion est ouverte à 10 h 20.

Point 67 de l'ordre du jour : Promotion et protection des droits de l'enfant (suite) (A/C.3/60/L.19)

Projet de résolution A/C.3/60/L.19 : La situation des enfants palestiniens et l'aide à leur apporter

1. **Le Président** déclare que le projet de résolution A/C.3/60/L.19 n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

2. **M^{me} Rasheed** (Observatrice de la Palestine), parlant au nom des auteurs du projet de résolution, déclare que sa délégation a décidé de le retirer pour simplifier la tâche de l'Organisation. Cette décision a été motivée par l'aboutissement des négociations sur un projet de résolution présenté par l'Union européenne qui reprend ce texte dans une large mesure et sera adopté par consensus.

3. Ce projet de résolution avait été présenté pour faire face à la situation tragique des enfants palestiniens qui vivent sous l'occupation israélienne et sont privés de leurs droits les plus fondamentaux, dont le droit à la vie et à la sécurité personnelle. Les enfants ont été particulièrement touchés par les attaques militaires de plus en plus nombreuses menées par Israël dans des zones à forte densité de population, qui ont provoqué la mort de centaines d'enfants palestiniens au lendemain du deuxième soulèvement palestinien contre l'occupation israélienne et ses politiques et pratiques illégales. Ce projet de résolution visait à adresser un ferme message de solidarité au peuple palestinien et à exprimer la profonde préoccupation de la communauté internationale au sujet du bien-être et de la sécurité des enfants palestiniens.

Point 68 de l'ordre du jour : Questions autochtones (suite) (A/C.3/60/L.23/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/60/L.23/Rev.1 : Programme d'action pour la deuxième Décennie internationale des populations autochtones

4. **Le Président** déclare que ce projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

5. **M^{me} Tincopa** (Pérou) présente le projet de résolution sous sa forme révisée au nom des auteurs initiaux, auxquels se sont joints les pays ci-après : Afrique du Sud, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Burkina Faso, El Salvador, Grèce, Grenade, Guinée, Hongrie,

Islande, Italie, Nicaragua, Norvège, Philippines, Sainte-Lucie et Saint-Vincent-et-les Grenadines. Elle signale qu'au neuvième alinéa du préambule, les mots « selon que de besoin » devraient être insérés après le terme « continuer ».

6. **M^{me} Nassau** (Australie) dit que, tout en étant favorable à la deuxième Décennie internationale des populations autochtones et aux initiatives visant à accorder plus de visibilité aux peuples autochtones sur la scène internationale, telle que l'Instance permanente sur les questions autochtones, sa délégation n'accepte pas certains éléments du Programme d'action pour la deuxième Décennie (A/60/270). Sa délégation ne saurait accepter que les États soient encouragés à ratifier le projet de convention sur la protection de la diversité des contenus culturels et des expressions artistiques, ainsi qu'il est indiqué au paragraphe 14 de ce programme, et s'inquiète de ce que cela pourrait permettre aux États d'appliquer des mesures contraires à leurs obligations aux termes d'autres accords internationaux, notamment en matière de commerce et de propriété intellectuelle. Sa délégation est également préoccupée par les multiples références au principe non défini du consentement préalable, libre et éclairé.

7. Elle relève une erreur au paragraphe 58 du Programme d'action au sujet de la Convention sur la diversité biologique et le Protocole de Carthagène sur la prévention des risques biotechnologiques. L'allusion à la « protection » devrait être remplacée par « le respect, la préservation et le maintien » conformément à l'article 8 j) de la Convention. Malgré cela, l'Australie s'associera au consensus sur le projet de résolution, qui correspond à sa volonté de faire avancer les questions autochtones au cours de la prochaine décennie.

8. **M^{me} Pi** (Uruguay), prenant la parole au nom du Marché commun du Sud (MERCOSUR) et de ses États associés, à savoir la Bolivie, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Pérou et la République bolivarienne du Venezuela, déclare que MERCOSUR appuie pleinement le projet de résolution et les cinq objectifs clés proposés au paragraphe 9 du Programme d'action, qui revêt une importance capitale pour la promotion et la protection des droits de ces peuples ainsi que de leur développement. Tous les acteurs concernés doivent coopérer à cette fin de manière constructive et arrêter définitivement le projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones.

9. **M. Wood** (Royaume-Uni), prenant la parole au nom de l'Union européenne, déclare que l'Union

appuie pour l'essentiel ce projet de résolution et partage pleinement la préoccupation des auteurs du fait que bon nombre de ces peuples autochtones ne bénéficient pas de tous les droits de l'homme. Cette situation mérite en vérité une attention internationale constante. Le propre des droits de l'homme étant d'être universels et égaux pour tous, toutefois, on ne saurait accepter que certains droits n'appartiennent qu'à certains groupes. À l'exception du droit à l'autodétermination, qui s'applique à tous les peuples en vertu des Pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, l'Union européenne ne reconnaît pas la notion de droits collectifs dans le domaine du droit international.

10. Les droits octroyés aux populations autochtones à l'échelon national demeurent distincts des droits de l'homme, qui sont fondés sur le droit international des droits de l'homme et s'appliquent à tous les individus sans exception. Étant donné que le deuxième et le troisième alinéas du préambule du projet de résolution visent à rattacher directement les droits collectifs au droit international des droits de l'homme, l'Union européenne sera dans l'obligation de voter contre ces dispositions si elles étaient mises aux voix. En l'absence de vote, toutefois, l'Union européenne s'associera au consensus sur l'ensemble du projet pour manifester son appui aux grandes lignes de son contenu.

11. **M^{me} Zach** (États-Unis d'Amérique), relevant l'importance qui s'attache à garantir la non-discrimination contre les peuples autochtones sur le lieu de travail, dans les bureaux de vote et sur le plan social tout en encourageant leur aptitude à gérer les affaires locales avec un certain degré d'autonomie, déclare que son Gouvernement s'associera au consensus sur le projet de résolution. Les gouvernements doivent prendre des mesures pour garantir l'égalité des chances au sein de la société. Le projet de déclaration sur les droits des peuples autochtones définira le contexte indispensable pour l'expression « peuple autochtone ». Il existe une certaine confusion dans le texte du projet de résolution autour des termes « populations autochtones » et « peuples autochtones ». Les États-Unis invitent les délégations à faire preuve de la souplesse voulue pour parvenir dans le courant de l'année à un consensus sur une déclaration sans ambages concernant les aspirations et les droits des populations indigènes.

12. *Le projet de résolution A/C.3/60/L.23/Rev.1, tel que révisé oralement, est adopté.*

13. **M. Chew** (Singapour) déclare que sa délégation s'est prononcée en faveur du projet de résolution afin d'exprimer sa préoccupation croissante concernant la manière dont les peuples qui appartiennent à certaines religions sont devenus des boucs émissaires commodes pour de nombreuses injustices dans le monde. Le dénigrement irresponsable de religions a créé une atmosphère de suspicion et de tension mutuelles qui ne présage rien de bon pour la paix et l'harmonie internationales. La tendance des médias à généraliser, caricaturer et sensationnaliser pour vendre leurs nouvelles ne fait que compliquer les choses. Par ailleurs, la pratique habituelle qui consiste à présenter les gens sous forme de stéréotypes a encore contribué à un renforcement pernicieux de peurs injustifiées et à la représentation erronée de croyances et de pratiques culturelles et religieuses. Il faut réagir sans tarder à tout signe de dénigrement ethnique, culturel ou religieux afin de prononcer clairement une mise en garde contre ces dangers et d'enrayer le flot de rhétorique nocive qui risque de déboucher sur l'incitation à la violence.

14. Singapour est un petit État multiracial et multireligieux qui n'a pas d'héritage culturel commun. Ses habitants ont néanmoins réussi à vivre et à travailler harmonieusement ensemble depuis l'indépendance car ils acceptent leur diversité et l'intérêt que présentent la coopération et l'harmonie. La délégation singapourienne souhaite souligner que le projet de résolution qui vient d'être adopté s'applique dans la même mesure à toutes les religions.

Point 70 de l'ordre du jour : Droit des peuples à l'autodétermination (suite) (A/C.3/60/L.59)

Projet de résolution A/C.3/60/L.59 : Réalisation universelle des droits des peuples à l'autodétermination

15. **Le Président** déclare que ce projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

16. **M. Hayee** (Pakistan), prenant la parole au nom des auteurs, indique que l'Arménie, la Jordanie, le Liban et la Thaïlande se sont portés co-auteurs de ce projet de résolution.

17. L'orateur indique qu'au septième alinéa du préambule, il conviendrait d'insérer les mots « rappelant la résolution » avant « 60/1 »; il propose également d'apporter de légères révisions à cet alinéa du dispositif.

18. Le droit à l'autodétermination revêt une importance primordiale dans le droit international,

constitue la clé de voûte de la Charte et des deux Pactes internationaux et a été réaffirmé à la Réunion plénière de haut niveau de la soixantième session de l'Assemblée générale. L'adoption depuis toujours de cette résolution par acclamation illustre la réaffirmation totale par l'Assemblée générale du principe qui figure au cœur de la Charte. Cette résolution constitue également un puissant message au sujet de l'opposition de la communauté internationale à l'agression et à l'occupation étrangères, qui sont contraires au droit international en ce qui concerne les droits de l'homme et le droit humanitaire.

19. Les auteurs du projet de résolution ont ouvert un dialogue avec leurs partenaires dans le désir sincère de répondre à leurs préoccupations. Toutefois, certaines de leurs propositions, bien qu'utiles, auraient pu complètement dénaturer ce texte. Le texte présenté est donc analogue à celui adopté lors de sessions antérieures.

20. **Le Président** annonce que l'Angola, la Chine, le Congo, la Guinée, le Nigeria et Singapour souhaitent s'associer aux auteurs du projet de résolution.

21. *Le projet de résolution A/C.3/60/L.59, tel que révisé oralement, est adopté.*

Explications de vote

22. **M. Wood** (Royaume-Uni), prenant la parole au nom de l'Union européenne ainsi que de l'Albanie, la Bulgarie, la Croatie, l'ex-République yougoslave de Macédoine, la Norvège, la République de Moldova, la Roumanie, la Serbie-et-Monténégro, la Turquie et l'Ukraine, déclare que le droit des peuples à l'autodétermination constitue un pilier du droit international qui demeure valable et mérite un examen approfondi de la communauté internationale. Ce principe est étroitement lié au respect de tous les droits de l'homme, de la démocratie et de la primauté du droit. Les droits civils et politiques peuvent contribuer à la réalisation des droits économiques, sociaux et culturels, soulignant ainsi que tous les droits de l'homme sont universels, indivisibles, intimement liés et indissociables.

23. Les pays au nom desquels il parle auraient souhaité avoir un débat plus approfondi au sujet du projet de texte et des propositions d'amendement. Le sens général du projet de résolution est trop limité et aurait dû tenir plus clairement compte de la pratique de l'autodétermination dans le droit international. Par ailleurs, ce texte contient un certain nombre d'inexactitudes en matière de droit international. Aux

termes des Pactes internationaux, le droit à l'autodétermination s'applique uniquement aux peuples, et non aux nations. Par ailleurs, il est inexact de donner à entendre que l'autodétermination est une condition indispensable pour la jouissance de tous les droits de l'homme. En dernier lieu, le texte devrait faire état du droit de retour conformément à l'article 13 2) de la Déclaration universelle des droits de l'homme.

24. Ces inexactitudes enlèvent de la qualité au débat dont la question devrait faire l'objet. Le texte soumis pour adoption à la prochaine session devrait encourager plus clairement tous les États à respecter leurs obligations en matière de droit des peuples à l'autodétermination.

25. **M. Ritter** (Liechtenstein) déclare que son pays est de longue date un défenseur du droit à l'autodétermination, conscient du fait que l'exercice de ce droit ne représente pas simplement le droit à l'indépendance. Envisagé dans une perspective plus large qui englobe diverses formes d'autodétermination et d'autogouvernance, le droit à l'autodétermination pourrait ouvrir de nouvelles perspectives de coexistence pacifique en l'absence de statut d'État indépendant. C'est pourquoi son pays a toujours préconisé une approche progressive qui ne se limitait pas à la situation particulière de certains peuples, mais les englobait tous et laissait place à l'examen de différentes formes d'autogouvernance et d'auto-administration.

26. La manière dont le projet de résolution à l'étude a été présenté ne laissait toutefois place à aucune discussion du bien-fondé d'une conception plus large qui correspondrait plus précisément à son intitulé. Tout en s'étant associée au consensus, sa délégation note avec regret que le projet de résolution représente une occasion ratée d'envisager la question de l'autodétermination d'une manière créative et constructive.

27. **M^{me} Melon** (Argentine) dit que le texte du projet de résolution qui vient d'être adopté devrait être interprété et appliqué conformément aux résolutions de l'Assemblée générale et de la Commission des questions politiques spéciales et de la décolonisation relatives à la question des îles Malvinas. Elle se réfère en particulier à la résolution 2065 (XX) de l'Assemblée générale notamment, qui reconnaissait l'existence d'un différend entre le Gouvernement d'Argentine et du Royaume-Uni au sujet de la souveraineté et les invitait à reprendre leurs

négociations bilatérales pour parvenir aussi rapidement que possible à une solution pacifique, juste et définitive, en tenant compte des intérêts des habitants de ces îles.

28. **M^{me} García-Matos** (République bolivarienne du Venezuela) déclare que sa délégation n'a pas appuyé le projet de résolution en raison de la mention explicite du document final du Sommet mondial qui figure au septième alinéa du préambule (résolution 60/1 de l'Assemblée générale).

29. **M. Osmane** (Algérie) déclare que le droit à l'autodétermination, en tant que principe fondamental des relations internationales énoncé dans le droit international, y compris dans la Charte, est un préalable à la jouissance de tous les autres droits de l'homme. Il est donc important que ce droit soit reconnu et que les peuples soumis à la domination coloniale ou à l'occupation étrangère aient la possibilité de jouir de ce droit inaliénable.

30. L'Organisation des Nations Unies doit son caractère universel à la décolonisation, qui a permis aux peuples du monde entier, dont le peuple algérien, à se libérer du joug du colonialisme, à acquérir leur indépendance, à retrouver leur dignité et à trouver leur place dans la communauté internationale. La décolonisation reste toutefois incomplète : d'autres peuples demandent toujours à la communauté internationale de reconnaître leurs droits inaliénables à l'autodétermination et à la liberté. L'Algérie a fait de l'appui au droit à l'autodétermination de tous les peuples un principe fondamental de sa politique étrangère.

31. **Le Président** propose à la Commission de prendre note, conformément à la décision 55/488 de l'Assemblée générale, de la note du Secrétaire général sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes (A/60/263) ainsi que la note du Secrétariat sur l'utilisation de mercenaires comme moyen de violer les droits de l'homme et d'empêcher l'exercice des droits des peuples à l'autodétermination (A/60/319).

32. *Il en est ainsi décidé.*

33. **M. Wood** (Royaume-Uni), exerçant son droit de réponse à la déclaration faite par la représentante de l'Argentine, déclare que la position de son pays est bien connue et a récemment été exposée en détail par le Représentant permanent du Royaume-Uni dans une déclaration écrite présentée en vertu du droit de

réponse. Le Royaume-Uni n'a aucun doute quant à la souveraineté qu'il exerce sur les îles Falkland, cette souveraineté ne pouvant faire l'objet de négociations que si les habitants des îles eux-mêmes en font la demande et à ce moment-là seulement.

Point 71 de l'ordre du jour : Questions relatives aux droits de l'homme (suite)

b) Questions relatives aux droits de l'homme, y compris les divers moyens de mieux assurer l'exercice effectif des droits de l'homme et des libertés fondamentales (suite) (A/C.3/60/L.29, L.34, L.35, L.49, L.50 et L.52/Rev.1)

Projet de résolution A/C.3/60/L.29 : La lutte contre la diffamation des religions

34. **Le Président** déclare que ce projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

35. **M. Al-Subeih** (Yémen), présentant le projet de résolution A/C.3/60/L.29 au nom de ses auteurs, indique qu'il s'inspire de résolutions antérieures de la Commission des droits de l'homme, de la Déclaration du Millénaire et de la Déclaration et du Programme d'action de Durban. Il signale aussi à l'attention de la Commission le Programme mondial pour le dialogue entre les civilisations (résolution 56/6 de l'Assemblée générale).

36. **M. Elbadri** (Égypte) déclare que ce projet de résolution ne vise aucun pays particulier et ne porte en aucune manière atteinte aux droits et aux libertés des peuples. Son seul objectif est de souligner l'importance du respect des religions et des croyances d'autrui, qui font partie intégrante de la philosophie et du mode de vie de nombreux peuples.

37. **M. Woodroffe** (Royaume-Uni), prenant la parole au nom de l'Union européenne, déclare que l'intolérance religieuse préoccupe sérieusement les États membres de l'Union européenne. L'Union européenne a fait part à la Commission des droits de l'homme des préoccupations que lui inspirent l'approche, le cadre conceptuel et la terminologie utilisée dans des résolutions analogues visant à combattre la discrimination religieuse en l'invitant à élaborer des textes plus larges et plus équilibrés. La discrimination fondée sur la religion ou les croyances constitue une grave violation des droits de l'homme, qui ne se limite pas à une religion en particulier ou à une partie du monde. La liberté de pensée, de

conscience, d'expression et de religion doit être respectée au même degré et le respect de toutes les religions et croyances doit être encouragé d'une manière globale. Étant donné que le sens général du projet de résolution est resté inchangé, l'Union européenne demande à ce qu'il soit procédé à un vote et se propose de voter contre.

Déclarations d'explication de vote avant le vote

38. **M. Malhotra** (Inde) déclare que sa délégation est fermement opposée à la diffamation et à la représentation stéréotypée négative de toute religion, y compris l'Islam, ainsi qu'aux initiatives visant à rattacher certaines religions au terrorisme. Parallèlement, les religions sont dans certains cas représentées de manière erronée afin de justifier dans un but intéressé le culte de la violence et du terrorisme. S'agissant du projet de résolution, le douzième alinéa du préambule contient une mention de « pays non musulmans » qui n'est pas claire. Il rappelle qu'il existe des pays tels que l'Inde qui ont une large population musulmane et qui appliquent une politique laïque, mais qui pourraient difficilement être qualifiés de pays non musulmans. La diffamation et les images stéréotypées négatives ne se limitent pas à une seule religion ou conviction. Étant donné que le projet de résolution fait à maintes reprises allusion à une seule religion et n'accorde pas la même importance à un problème que connaissent les peuples de toutes les religions, il ne répond pas à l'objectif recherché. Sa délégation s'abstiendra donc lors du vote.

39. **M^{me} Zach** (États-Unis d'Amérique) déclare que la fondation de son pays repose sur le principe de la liberté de religion. Tout État doit protéger le droit de ses habitants à prier librement et à choisir une religion ou en changer. Sa délégation accepte bon nombre des principes généraux sur lesquels repose le projet de résolution et déplore le dénigrement des religions. Toutefois, ce projet de résolution est incomplet car il ne vise pas la situation de toutes les religions. Des termes plus généraux auraient contribué à atteindre l'objectif de la promotion de la liberté religieuse. Par ailleurs, toute résolution sur la question doit faire mention de la nécessité de modifier les systèmes d'enseignement qui encouragent la haine de certaines religions ou les médias sous le contrôle de l'État qui représentent sous un jour négatif une religion particulière ou des personnes qui appartiennent à une certaine foi.

40. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Cambodge, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Comores, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Gambie, Grenade, Guinée, Guyana, Haïti, Honduras, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Liban, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Myanmar, Nicaragua, Niger, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Singapour, Soudan, Suriname, Tadjikistan, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Hongrie, îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Nouvelle-Zélande, Norvège, Palaos, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Saint-Marin, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Ukraine.

S'abstiennent :

Angola, Arménie, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cap-Vert, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Inde, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mozambique, Namibie, Népal, Nigéria, Panama, République de Corée, République dominicaine, République-Unie de Tanzanie, Sierra Leone, Sri Lanka.

41. *Le projet de résolution A/C.3/60/L.29 est adopté par 88 voix contre 52, avec 23 abstentions.*

42. **M. Hamson** (Canada) dit que sa délégation s'inquiète de ce que le projet de résolution porte sur les religions proprement dites plutôt que sur la protection et la promotion des droits des adeptes des religions, y compris des personnes appartenant à des minorités religieuses, en insistant sur la protection d'une religion par-dessus toutes les autres. Le projet de résolution jette la confusion entre le racisme et l'intolérance religieuse et ne prend pas en compte le lien entre la diversité et la lutte contre le racisme. Bon nombre de ces idées ont fait l'objet d'autres résolutions. Étant donné que le projet de résolution à l'étude n'aborde pas ces questions de manière appropriée, sa délégation a voté contre.

43. **M. Ballestero** (Costa Rica) dit que sa délégation a voté pour le projet de résolution, qui aborde directement une question qui est l'un des fondements de l'Organisation. Sa délégation s'inquiète de l'absence de consensus à ce sujet. L'orateur demande donc aux auteurs de tenir compte des préoccupations exprimées au sujet de la mention explicite d'une religion afin que les résolutions ultérieures sur la question puissent être adoptées par consensus.

44. **M^{me} Serazzi** (Chili) dit que sa délégation estime que la lutte contre la diffamation des religions est importante et a voté en faveur du projet de résolution. Les résolutions ultérieures sur la question devraient toutefois traiter de la diffamation non seulement d'une religion mais de toutes les croyances afin de pouvoir être adoptées par consensus.

45. **M^{me} Taracena Secaira** (Guatemala) dit que sa délégation regrette que le projet de résolution manque d'équilibre en ne s'intéressant qu'à une seule religion. Il n'y est pas tenu compte de la diffamation d'autres religions et des personnes qui sont victimes de la violation des droits de l'homme parce qu'elles ont des croyances différentes de celle officiellement reconnue par l'État. Compte tenu de l'importance de la question, l'oratrice espère qu'à l'avenir les résolutions seront plus générales et pourront être adoptées par consensus.

Le projet de résolution A/C.3/60/L.34 : Droits de l'homme et mesures de contrainte unilatérales

46. **Le Président** indique que ce projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

47. **M^{me} Tomič** (Slovénie), *Vice-Présidente*, prend la présidence.

48. **M. Hamidon Ali** (Malaisie), prenant la parole au nom du Mouvement des pays non alignés et de la

Chine, qui présentent le projet de résolution, s'inquiète vivement des conséquences préjudiciables qu'ont eues pour les pays en développement les mesures de contrainte unilatérales, qui ont créé de nouveaux obstacles à la jouissance des droits de l'homme par les peuples des pays touchés. Ces mesures font obstacle aux relations commerciales, au développement social et économique et au bien-être des populations.

49. Le projet de résolution demande instamment à tous les États d'éviter de prendre des mesures de contrainte unilatérales à l'égard d'autres États afin de respecter leurs obligations, en particulier lorsque ces mesures sont contraires à la Charte et au droit international.

50. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Autriche, Australie, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Nouvelle-Zélande, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine.

S'abstiennent :

Néant.

51. *Le projet de résolution A/C.3/60/L.34 est adopté par 121 voix contre 52.*

52. *M. Butagira (Ouganda) reprend la présidence.*

Projet de résolution A/C.3/60/L.35 : Renforcement de la coopération internationale dans le domaine des droits de l'homme

53. **Le Président** déclare que le projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

54. **M. Hamidon Ali** (Malaisie), prenant la parole au nom du Mouvement des pays non alignés et de la Chine, qui présentent le projet de résolution, indique que ce projet de résolution réaffirme l'importance du renforcement de la coopération entre les États Membres dans le domaine des droits de l'homme. Il rappelle également que les États ont la responsabilité collective de faire respecter les principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité au niveau mondial.

55. *Le projet de résolution A/C.3/59/L.35 est adopté.*

Projet de résolution A/C.3/59/L.49 : Promotion de la paix en tant que condition essentielle du plein exercice par tous de tous les droits de l'homme

56. **Le Président** indique que ce projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

57. **M. Amorós Núñez** (Cuba), prenant la parole au nom des auteurs initiaux, auxquels se sont joints le Bangladesh, le Cambodge, la Guinée et le Turkménistan, indique que le paragraphe 7 devrait être révisé en supprimant le membre de phrase « et

encourage les États à régler leurs différends dès que possible ».

58. L'instauration d'un climat de paix est la pierre angulaire d'un ordre international dans lequel les droits fondamentaux sont pleinement appliqués. Ce projet de résolution contient des éléments qui pourraient contribuer à promouvoir la paix en tant que condition indispensable pour la jouissance de tous les droits de l'homme; cela a été remis en question par certaines délégations, bien que réaffirmé par l'Organisation des Nations Unies, notamment dans la Déclaration sur le droit des peuples à la paix. L'une de ces composantes est la nécessité pour les politiques et les gouvernements de viser à éliminer la menace de guerre et l'emploi de la force dans les relations internationales, et le règlement des différends par des moyens pacifiques, conformément à la Charte, de même que l'abandon du recours aux armes qui porte atteinte de façon indiscriminée à la santé humaine, à l'environnement et au bien-être économique et social; enfin l'affectation à des fins de développement d'une partie des ressources libérées du fait des accords de désarmement.

59. **Le Président** fait savoir qu'un vote enregistré a été demandé pour ce projet de résolution.

Explication de vote avant le vote

60. **M^{me} Hart** (Canada) indique que sa délégation a demandé ce vote du fait que ce projet de résolution s'inspire de la Déclaration sur les droits des peuples à la paix (résolution 39/11 de l'Assemblée générale), que le Canada n'avait pas appuyée. Tout en relevant que des modifications ont été apportées à ce texte, plusieurs questions et préoccupations subsistent, en particulier s'agissant de la notion du droit des peuples à la paix, y compris de la signification de ce droit et des obligations précises des États quant à son application.

61. En outre, ce projet de résolution porte précisément sur les relations internationales entre États plutôt que sur l'obligation pour les États de respecter les droits de l'homme de leurs citoyens. Il aborde aussi des questions - dont la paix et la sécurité internationales et le désarmement - qui pourraient être traitées de manière plus appropriée dans d'autres enceintes. La délégation canadienne regrette que le projet de résolution ne tienne pas compte de ces préoccupations, mais serait disposée à collaborer avec les auteurs pour parvenir à un consensus à l'avenir.

Pour les raisons indiquées, le Canada votera contre le projet de résolution.

62. **M. Woodroffe** (Royaume-Uni), prenant la parole au nom de l'Union européenne, des pays associés (Bulgarie et Roumanie), des pays candidats (Croatie et Turquie), des pays du Processus de stabilisation et d'association (Albanie, Bosnie-Herzégovine, Serbie-et-Monténégro et ex-République yougoslave de Macédoine), ainsi que de l'Islande, du Liechtenstein, de la République de Moldova et de l'Ukraine, déclare que le projet de résolution part de l'hypothèse que la paix est une condition indispensable à la réalisation des droits de l'homme. Ce texte traite aussi des relations entre États plutôt que des relations entre un État et ses citoyens, qui constituent l'essentiel du mandat de la troisième Commission, ainsi que de la Commission des droits de l'homme. Tout en soulignant le lieu qui existe entre la paix et la jouissance des droits de l'homme, l'Union européenne estime qu'un certain nombre de questions soulevées dans le projet de résolution seraient traitées de manière plus appropriée dans d'autres enceintes. L'Union européenne votera donc contre ce projet de résolution.

63. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Égypte, Émirats arabes unis, Équateur, El Salvador, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Ghana, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Honduras, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Liban, Madagascar, Malaisie, Malawi, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République dominicaine, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda,

Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Australie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chypre, Croatie, Danemark, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Hongrie, îles Marshall, Islande, Irlande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Monaco, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine.

S'abstiennent :

Argentine, Arménie, Chili, Guinée équatoriale, Inde, Mexique, Samoa, Singapour.

64. *Le projet de résolution A/C.3/60/L.49, tel que révisé oralement, est adopté par 113 voix contre 51, avec 8 abstentions.*

Projet de résolution A/C.3/60/L.50 : Respect des principes de la souveraineté nationale et de la diversité des systèmes démocratiques en ce qui concerne les processus électoraux en tant qu'élément important de la promotion et de la protection des droits de l'homme

65. **Le Président** dit que ce projet de résolution n'a pas d'incidences sur le budget-programme.

66. **M. Cumberbatch Miguén** (Cuba), prenant la parole au nom des auteurs du projet de résolution, indique que le Cambodge, la République centrafricaine, la Mauritanie, le Pakistan, le Rwanda, la République arabe syrienne, la République-Unie de Tanzanie et le Turkménistan s'en sont portés co-auteurs. Le projet de résolution reconnaît la diversité des systèmes politiques démocratiques et des formes de procédures électorales fondées sur des particularités nationales et régionales et réaffirme que la démocratie, le développement durable, les droits de l'homme et la bonne gouvernance sont interdépendants. Le projet de

résolution réaffirme également le droit des peuples à choisir leurs processus électoraux et leur forme de démocratie.

67. *À la demande des États-Unis d'Amérique, il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Cap-Vert, Chine, Colombie, Comores, Congo, Côte d'Ivoire, Cuba, Djibouti, Dominique, Émirats arabes unis, Équateur, Égypte, El Salvador, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Haïti, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Liban, Lesotho, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Népal, Niger, Nigéria, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République démocratique populaire lao, République dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Venezuela (République bolivarienne), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Australie, États-Unis d'Amérique, îles Marshall, Israël.

S'abstiennent :

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Autriche, Belgique, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Bulgarie, Canada, Chili, Costa Rica, Croatie, Chypre, Danemark, Espagne, Estonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fidji, Finlande, France, Géorgie, Grèce, Guatemala, Guinée équatoriale, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Irlande, Italie, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg,

Malte, Mexique, Monaco, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Samoa, Saint-Marin, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Turquie, Ukraine, Uruguay.

68. *Le projet de résolution A/60/C.3/L.50 est adopté par 106 voix contre 4, avec 61 abstentions.*

69. **M^{me} García Matos** (République bolivarienne du Venezuela), prenant la parole pour expliquer son vote, déclare que sa délégation a été co-auteur du projet de résolution. Elle appelle l'attention sur le paragraphe 5, qui a été incorporé pour éviter que d'autres États financent des partis politiques ou d'autres organisations afin de compromettre la légitimité du gouvernement constitutionnellement élu par un processus électoral transparent.

Projet de résolution A/C.3/60/L.52/Rev.1 : Le droit à l'alimentation

70. **Le Président** indique que l'adoption du projet de résolution ne nécessitera pas l'ouverture de crédits supplémentaires.

71. **M. Cumberbatch Miguén** (Cuba), prenant la parole au nom des auteurs, signale que se sont joints à eux l'Afghanistan, Andorre, l'Arménie, la Belgique, la Bosnie-Herzégovine, le Botswana, la Bulgarie, le Burkina Faso, le Cambodge, la Colombie, les Comores, l'Égypte, la Finlande, la France, le Honduras, l'Inde, l'Italie, la Mauritanie, le Mozambique, la Norvège, Oman, le Pakistan, le Qatar, la République de Moldova, la Roumanie, les Seychelles, le Suriname, la Thaïlande, le Timor-Leste, Trinité-et-Tobago, l'Ouganda, la République de Tanzanie et l'Uruguay.

72. Ce projet de résolution sous sa forme révisée a pour objet d'apporter une nouvelle contribution à la lutte mondiale contre la faim. Il représente l'aboutissement de consultations intensives. L'orateur propose une nouvelle révision au paragraphe 8, qui consiste à remplacer « dont ils sont très souvent victimes » par « dont ils sont sans arrêt victimes », cela afin de permettre à une autre délégation de s'associer aux auteurs.

73. **Le Président** fait savoir qu'un vote enregistré a été demandé.

74. **M^{me} Zach** (États-Unis d'Amérique), prenant la parole pour donner une explication de vote avant le

vote, déclare que sa délégation a demandé à ce qu'il soit procédé à un vote enregistré et qu'elle ne pourra pas appuyer le projet de résolution. Les États-Unis ont prouvé dans les faits leur profond attachement à la promotion de la sécurité alimentaire dans le monde entier; plus de 60 % de l'aide alimentaire internationale est fournie à titre gracieux par le peuple américain. Bien que le Gouvernement américain s'associe à certaines dispositions du projet de résolution, il a toujours estimé que la réalisation d'un droit quelconque à une alimentation suffisante et le droit de ne pas connaître la faim sont des objectifs à atteindre de manière progressive, ne découlent d'aucune obligation internationale et ne diminuent en rien la responsabilité des gouvernements à l'égard de leurs propres citoyens.

75. La délégation américaine estime que ce projet de résolution, comme ceux qui l'ont précédé, contient de nombreuses dispositions critiquables, dont certaines descriptions inexactes du droit qui le sous-tend. En outre, ce projet de résolution rend hommage à l'action du Rapporteur spécial, avec laquelle sa délégation est en désaccord à de nombreux égards. Le Rapporteur spécial continue à se servir de ses rapports pour faire état sur des questions liées à l'alimentation de nouvelles affirmations juridiques, qui ne sont fondées ni sur le droit international ni sur des questions de fond.

76. Elle réitère l'appel que sa délégation a adressé au Rapporteur spécial pour l'inviter à utiliser son temps et son énergie pour aborder la question d'une manière pragmatique et axée sur les résultats. Elle espère qu'au cours des années à venir, les auteurs tiendront compte des préoccupations des États-Unis pour permettre à ce pays de s'associer à l'adoption d'un projet de résolution sur la question importante que constitue le droit à l'alimentation.

77. *Il est procédé à un vote enregistré.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Albanie, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Cameroun, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Côte d'Ivoire, Croatie, Cuba, Chypre, Danemark,

Djibouti, Dominique, Égypte, El Salvador, Émirats arabes unis, Équateur, Érythrée, Espagne, Estonie, Éthiopie, ex-République yougoslave de Macédoine, Fédération de Russie, Fidji, Finlande, France, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guinée équatoriale, Guyana, Haïti, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lettonie, Lesotho, Liban, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Namibie, Nauru, Népal, Nicaragua, Niger, Nigéria, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République arabe syrienne, République centrafricaine, République de Corée, République dominicaine, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, République de Moldova, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Rwanda, Sainte-Lucie, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Saint-Marin, Sénégal, Serbie-et-Monténégro, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Slovénie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, Suisse, Tadjikistan, Thaïlande, Timor-Leste, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turkménistan, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

États-Unis d'Amérique.

S'abstient :

Israël.

78. *Le projet de résolution A/C.3/60/L.52/Rev.1 est adopté par 171 voix contre 1, avec 1 abstention.*

c) Situations relatives aux droits de l'homme et rapports des rapporteurs et représentants spéciaux (suite) (A/C.3/60/L.46)

Projet de résolution A/C.3/60/L.46 : Situation des droits de l'homme au Turkménistan

79. **M. Marsh** (États-Unis d'Amérique), prenant la parole au nom des auteurs, déclare que l'Albanie, l'Australie, la Bulgarie, le Japon, le Liechtenstein, Palaos, la République de Moldova et la Suisse se sont portés co-auteurs. À l'issue de consultations avec la délégation du Turkménistan, il souhaite apporter un certain nombre de révisions au projet de texte.

80. Au cinquième alinéa du préambule, insérer les mots « de septembre 2005 » après « *Accueillant favorablement* le rapport » et, après les mots « problèmes concernant les droits de l'homme », insérer le membre de phrase « et s'est montré prêt à coopérer avec la communauté internationale ». À l'alinéa a) du paragraphe 1 du dispositif, dans la version anglaise, remplacer « their full realization » par « the full realization ». À l'alinéa i) de ce même paragraphe, après les mots « statut de résident permanent à », insérer ce qui suit : « plus de 16 000 réfugiés, dont ». Remplacer l'alinéa d) du paragraphe 2 par ce qui suit : « Le fait que le Gouvernement turkmène n'autorise pas le Comité international de la Croix-Rouge à voir les prisonniers, selon les modalités habituellement applicables au Comité et aux observateurs internationaux ». Supprimer les alinéas m) et n) du paragraphe 2. Remplacer l'alinéa d) du paragraphe 3 par ce qui suit : « Donner suite à la présentation faite par le Gouvernement turkmène à la Commission des Nations Unies sur les droits de l'homme en avril 2004 et aux réunions tenues entre le Gouvernement turkmène et le Comité international de la Croix-Rouge en 2005 en finalisant un accord permettant au Comité de se rendre dans les prisons turkmènes et de se rendre sans restriction sur tous les lieux de détention selon les modalités habituellement applicables à cette organisation et en accordant aux surveillants internationaux, aux avocats et aux proches des détenus, y compris aux personnes accusées d'avoir participé à la tentative de coup d'État du 25 novembre 2002, la possibilité de leur rendre fréquemment visite sans restriction ».

81. L'orateur se félicite des mesures prises par le Gouvernement turkmène pour s'attaquer aux problèmes qui préoccupent la communauté internationale, mais en relevant que de graves problèmes subsistent. Le Gouvernement n'autorise

aucune opposition, réduit au silence tous ceux qui s'opposent à lui et réglemente les pratiques religieuses. Tout en continuant à mener un dialogue constructif avec la communauté internationale, il n'a pas agi. Étant donné que le peuple du Turkménistan n'est pas autorisé à s'élever contre les pratiques répressives qui le réduisent au silence, la communauté internationale doit leur indiquer clairement qu'elle comprend leur situation et qu'elle utilise les mécanismes dont elle dispose pour la dénoncer et l'améliorer.

82. **Le Président** dit que l'Islande a rejoint les auteurs du projet de résolution.

83. **M. Ali** (Malaisie) réitère la conviction du Mouvement des pays non alignés selon laquelle les questions des droits de l'homme devraient être abordées sur la base d'un dialogue constructif qui respecte la souveraineté nationale et ne devraient pas être exploitées à des fins politiques. Il s'oppose donc à des résolutions qui concernent un pays particulier et invite les États qui décident de dénoncer publiquement d'autres États de renoncer à cette pratique. La mise en cause de certains pays est peu productive et n'aboutit qu'à la confrontation.

84. **M. Arziev** (Ouzbékistan) déclare que son pays s'oppose également à des résolutions qui concernent certains pays seulement et qu'il préfère le dialogue et la transparence. Il rappelle le communiqué final de la réunion de 2005 des ministres des affaires étrangères de l'Organisation de la conférence islamique, dans lequel il s'était déclaré hostile à des résolutions de cette nature, qui avaient contribué à la politisation des questions des droits de l'homme.

85. **M. Swe** (Myanmar) dit que son pays est par principe hostile au ciblage sélectif de pays en développement pour des raisons politiques sous le couvert des droits de l'homme. Il souligne la position du Mouvement des pays non alignés en vertu de laquelle les droits de l'homme ne devraient pas être utilisés comme un moyen de pression politique sur les pays en développement. Sa délégation exprimera donc sa solidarité avec le Turkménistan en votant contre le projet de résolution.

86. **M. Cumberbatch Miguén** (Cuba) dit que les résolutions de ce type ne contribuent en rien à faire avancer le programme relatif aux droits de l'homme. Elles constituent un témoignage de cynisme de la part d'un pays qui a utilisé des armes chimiques contre des civils et a torturé des prisonniers dans de sombres prisons, refusant aux inspecteurs internationaux d'aller les voir et offensant les Musulmans dans le monde

entier. Cette méthode de deux poids deux mesures a conduit à l'effondrement de la Commission des droits de l'homme et sabordera d'emblée le nouveau Conseil des droits de l'homme si elle persiste. La délégation cubaine votera donc contre le projet de résolution.

87. **M^{me} Ataeva** (Turkménistan) dit que, au cours de l'année écoulée, son Gouvernement a pris des mesures pour promouvoir les droits de l'homme et a invité le Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme à se rendre au Turkménistan. Il a entrepris de finaliser un accord sur la coopération avec le Comité international de la Croix-Rouge, de renforcer les procédures démocratiques et de permettre à toutes les organisations religieuses d'être officiellement enregistrées. Le Gouvernement a récemment décidé d'octroyer la citoyenneté, des permis de résidence, une aide au logement et des services de prévoyance sociale à 16 000 réfugiés. Il n'est pas suffisamment tenu compte de ces éléments nouveaux dans le projet de résolution, qui contient des vues subjectives et non étayées. Cela ne constitue pas une réponse constructive à la volonté de coopérer manifestée par le Turkménistan, mais plutôt un moyen de pression.

88. L'oratrice demande donc l'ajournement du débat sur le projet de résolution, conformément à l'article 116 du règlement intérieur. Cela constituerait un rejet de la sélectivité, de la méthode des deux poids deux mesures et de la politisation des questions des droits de l'homme, et donc un pas sur la voie de la réforme des organes des Nations Unies qui s'occupent des droits de l'homme. Elle souligne que la position adoptée par les pays lors de ce vote définira également leur position à l'égard du nouveau Conseil des droits de l'homme. Il s'agit de savoir si ce sera un organe vraiment représentatif et démocratique ou simplement un outil à la disposition des pays développés.

89. **Le Président** invite deux représentants à se prononcer en faveur de cette motion, et deux contre, avant de la mettre aux voix, conformément à l'article 116.

90. **M. Xie Bohua** (Chine) appuie la motion. Son pays a toujours soutenu que les divergences entre pays en matière de droits de l'homme devraient être résolues par la voie du dialogue. Le recours à des résolutions concernant certains pays pour les dénoncer publiquement n'aboutit qu'à la confrontation. La troisième Commission devrait rejeter de telles pratiques.

91. **M^{me} Núñez de Odremán** (République bolivarienne du Venezuela) s'inscrit également en faux

contre la pratique consistant à dénoncer publiquement certains États, qui est contraire aux principes du respect de la souveraineté des États et de la non-ingérence dans leurs affaires intérieures. Le dialogue et coopération indiquent la marche à suivre pour aller de l'avant. Elle votera donc pour la motion.

92. **M. Marsh** (États-Unis d'Amérique) invite instamment les États Membres à examiner le projet de résolution quant au fond et à voter contre la motion, qui vise à s'opposer à la libre expression d'idées et qui est par conséquent contraire à l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. La possibilité d'un débat ouvert est un principe fondamental de la démocratie. Les pays qui s'élèvent contre les résolutions concernant un pays particulier critiquent également des pays déterminés dans d'autres résolutions de la troisième Commission. L'Organisation des Nations Unies doit servir d'enceinte pour un examen des abus des droits de l'homme allant au-delà des possibilités qu'offrent les relations bilatérales. La motion visant à clore la discussion ne devrait pas être retenue.

93. **M. Lonsdale** (Royaume-Uni), prenant la parole au nom de l'Union européenne, déclare qu'en principe, l'Union européenne vote contre toute motion visant à ajourner le débat sur une question à l'étude. Toute motion allant dans ce sens est contraire à l'esprit de dialogue et empêcherait la troisième Commission d'examiner sérieusement les questions considérées. La Commission ne saurait être autorisée à ignorer ces questions; s'agissant du Turkménistan, ces questions appellent des mesures effectives pour que ce pays puisse faire face à ses obligations internationales.

94. S'agissant de l'accusation de deux poids deux mesures dirigée contre ceux qui estiment bon de traiter des violations graves et systématiques des droits de l'homme par certains pays, l'Union européenne ne peut accepter que l'accent soit placé exclusivement sur la fixation de normes et la coopération, aussi importantes soient-elles. Les normes doivent être mises en œuvre et, quand elles ne le sont pas, des mesures doivent être prises. L'orateur invite instamment les délégations à voter contre la motion, quelles que soient leurs intentions de vote au sujet du projet de résolution.

95. *Il est procédé à un vote enregistré sur la proposition visant à ajourner le débat sur le projet de résolution A/C.3/60/L.46.*

Votent pour :

Afghanistan, Afrique du Sud, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahamas,

Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belize, Bhoutan, Botswana, Brunéi Darussalam, Burkina Faso, Cameroun, Chine, Côte d'Ivoire, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Érythrée, Fédération de Russie, Fidji, Gambie, Guinée, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jamahiriya arabe libyenne, Jamaïque, Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Malaisie, Maldives, Maroc, Myanmar, Namibie, Népal, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Philippines, Qatar, République arabe syrienne, République démocratique populaire lao, République populaire démocratique de Corée, Sainte-Lucie, Sierra Leone, Singapour, Soudan, Tadjikistan, Thaïlande, Togo, Turkménistan, Venezuela (République bolivarienne de), Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre :

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Bulgarie, Canada, Chili, Costa Rica, Croatie, Chypre, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte, Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Norvège, Palaos, Panama, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Marin, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Timor-Leste, Tonga, Ukraine.

S'abstiennent :

Algérie, Brésil, Burundi, Cap-Vert, Colombie, Djibouti, Éthiopie, Ghana, Guinée équatoriale, Guyana, Iraq, Kenya, Mali, Maurice, Niger, Nigéria, République démocratique du Congo, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sénégal, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Uruguay.

96. *La proposition d'ajournement du débat sur le projet de résolution A/C.3/60/L.46 est rejetée par 7 voix contre 64, avec 26 abstentions.*

Déclarations d'explication de vote avant le vote

97. **M. Taranda** (Bélarus) rappelle que le Bélarus s'est toujours opposé aux résolutions axées sur un pays particulier par respect pour la souveraineté des États. Le Bélarus est partisan de la conciliation et estime que les résolutions de ce type vont à l'encontre du but recherché.

98. **M. Pak** Tok Hun (République populaire démocratique de Corée) s'inquiète de la constance avec laquelle des projets de résolution de ce type sont soumis. Le Turkménistan s'est montré disposé à coopérer; la confrontation est recherchée pour des raisons politiques. Sa délégation votera contre ce projet de résolution.

99. **M. Saeed** (Soudan) est hostile à des approches sélectives et partielles qui visent des pays en développement. Aucune attention n'est accordée à la situation des droits de l'homme dans les pays développés, qui se targuent d'être des défenseurs des droits de l'homme. Faire des droits de l'homme une « épée de Damoclès » suspendue au-dessus de la tête des pays en développement n'aboutira à rien de bon. Les résolutions de ce type vont à l'encontre de la réforme en cours. L'orateur espère que le nouveau Conseil des droits de l'homme encouragera le dialogue plutôt que la sélectivité et la méthode des deux poids deux mesures. Son pays votera contre ce projet de résolution.

100. **M. Arziev** (Ouzbékistan) déclare que lui aussi votera contre ce projet de résolution. Il est impossible de croire que les auteurs de ce projet de résolution connaissent la situation des droits de l'homme dans un pays alors qu'ils font des erreurs dans les noms de lieu. Ce projet de résolution liera les mains du Turkménistan précisément au moment où ce pays cherche à coopérer; il divisera la communauté internationale.

101. *Il est procédé à un vote enregistré sur le projet de résolution A/C.3/60/L.46.*

Votent pour :

Albanie, Allemagne, Andorre, Argentine, Australie, Autriche, Belgique, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Brésil, Bulgarie, Canada, Chili, Chypre, Costa Rica, Croatie, Danemark, El Salvador, Équateur, Espagne, Estonie, États-Unis d'Amérique, ex-République yougoslave de Macédoine, Finlande, France, Grèce, Guatemala, Haïti, Honduras, Hongrie, îles Marshall, Irlande, Islande, Israël, Italie, Japon, Lettonie, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Malte,

Mexique, Micronésie (États fédérés de), Monaco, Namibie, Nicaragua, Norvège, Nouvelle-Zélande, Palaos, Paraguay, Pays-Bas, Pérou, Pologne, Portugal, République de Corée, République de Moldova, République dominicaine, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Samoa, Saint-Marin, Serbie-et-Monténégro, Slovaquie, Slovénie, Suède, Suisse, Timor-Leste, Uruguay.

Votent contre :

Afghanistan, Arabie saoudite, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Bélarus, Botswana, Brunéi Darussalam, Chine, Cuba, Égypte, Émirats arabes unis, Gambie, Indonésie, Iran (République islamique d'), Jordanie, Kazakhstan, Kirghizistan, Koweït, Jamahiriya arabe libyenne, Malaisie, Maldives, Maroc, Mauritanie, Myanmar, Oman, Ouzbékistan, Pakistan, Qatar, Soudan, République arabe syrienne, République populaire démocratique de Corée, Tadjikistan, Turkménistan, Venezuela (République bolivarienne du), Viet Nam, Yémen, Zimbabwe.

S'abstiennent :

Afrique du Sud, Algérie, Angola, Antigua-et-Barbuda, Arménie, Bahamas, Barbade, Belize, Bhoutan, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, Colombie, Côte d'Ivoire, Djibouti, Érythrée, Éthiopie, Fédération de Russie, Fidji, Ghana, Guinée, Guinée équatoriale, Guinée-Bissau, Guyana, Inde, Iraq, Jamaïque, Kenya, Lesotho, Mali, Maurice, Mozambique, Nauru, Népal, Niger, Nigéria, Ouganda, Panama, Philippines, République centrafricaine, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République-Unie de Tanzanie, Rwanda, Sainte-Lucie, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Sri Lanka, Suriname, Swaziland, Thaïlande, Togo, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Zambie.

102. *Le projet de résolution A/C.3/60/L.46, tel que révisé oralement, est adopté par 70 voix contre 38, avec 58 abstentions*.*

103. **M. Chew** (Singapour), prenant la parole pour expliquer son vote, déclare que les résolutions visant un pays particulier sont motivées par des considérations politiques plutôt que par des

considérations liées aux droits de l'homme et que, pour cette raison, Singapour s'abstient régulièrement de se prononcer à leur sujet, comme dans le cas du projet de résolution qui vient d'être adopté. Il se demande néanmoins à quelles préoccupations répondent les paragraphes 1 b) et 3 a). Singapour ne juge pas l'objection de conscience au service militaire comme un droit; la défense nationale est un droit souverain en vertu du droit international et le droit de l'État à la sécurité nationale doit l'emporter.

La séance est levée à 13 h 5.

* La délégation de Namibie a ultérieurement informé la Commission qu'elle avait eu l'intention de s'abstenir.